64
2020

La Vie Mutualiste

L'HUMAIN EN DANGER !



MPV
Mutuelle des Pays de Vaucluse

UMV
Union des Mutuelles de Vaucluse

SOMMAIRE

P.2.3 CE QUE NOUS VOULONS... CE QUE VOUS ALLEZ FAIRE...

P.4.5 C'EST NOTRE DEVOIR, À BOUT DE SOUFFLE

P.6.7 TOUT EST DÉTRUIT, SOYONS VIGILANTS

P.8.9 LES SOINS INFIRMIERS AIDES À DOMICILE

P.10 LA NOTE DU PROFESSEUR A. GRIMALDI

P.11 LA MUTUELLE...

P.12 LA PÉTITION PLUS JAMAIS ÇA !



Union des Mutuelles de Vaucluse

16 Rue Alexandre Blanc - 84000 AVIGNON
Tél. : 04 90 89 24 60 / contact@mutuellesdevaucluse.fr

Lettre au gouvernement :

C'EST BIEN 13 MILLIARDS (BUDGET DE LA SANTÉ) QUE VOUS NOUS AVEZ PRIS ET QUI N'ONT PAS SERVI NOTRE SANTÉ. APRÈS AVOIR SUBI PLUS DE 30 000 MORTS NOUS TENONS À VOUS FAIRE CONNAÎTRE CE QUE NOUS JUGEONS BON POUR NOUS ET NOS ENFANTS.

Nous, le peuple, voulons :

- un plan clair de reconstruction du patrimoine public hospitalier
- un nombre raisonnable de médecins généralistes de ville et de spécialistes
- la réouverture de véritables écoles d'infirmières(ers), de techniciennes(ens) en radiologie, de dentistes
- L'arrêt du numérus clausus
- un corps médical suffisant et qui gagne dignement sa vie
- la relocalisation de toute l'industrie pharmaceutique pour pouvoir contrôler l'efficacité, les quantités disponibles et le coût des MÉDICAMENTS.

Le peuple que nous sommes, ne se laissera plus faire.
L'humain n'est pas une marchandise ! vous êtes allés trop loin,
Nous ne vous LAISSERONS PLUS NOUS MANIPULER.
Vous avez déconstruit la totalité du PLAN DE SANTÉ PUBLIQUE QUE LES RÉSISTANTS DE LA GUERRE DE 39/45 AVAIENT BÂTI.

C'est près de 13 MILLIARDS D'ÉCONOMIE que vous, représentants de l'État, avez fait sur le dos de l'hôpital, sur le dos de la santé publique. Vous avez tout déconstruit.

Il est impératif de redresser rapidement cette situation.
Nous allons être très vigilants, très attentifs

D'autant que vous et ceux qui vous ont précédé depuis plus de 30 ans avez la même politique. Nous n'avons plus aucune confiance, nous allons être beaucoup plus prudents, nous allons vous surveiller

Nous voulons des lendemains qui chantent pour nos enfants et pour cela il faut cesser cette politique financière qui n'a pour but que l'augmentation des capitaux pour une minorité.
Stop ! Stop !

Voici ce que vous allez faire :

• Il faut rouvrir des postes hospitaliers, notre corps de soignants est ridiculement insuffisant et souffre depuis trop longtemps.

• Il faut des financements, des outils, l'appareillage nécessaire pour bien nous soigner.

• il faut ramener toutes les usines QUE VOUS AVEZ DÉPLACÉES.



La France n'est pas classée dans les pays pauvres, vos collègues et surtout vous-même avez fait une seule politique : **la recherche des profits**

Vous avez entraîné 48% de baisse de densité de lits hospitaliers, vous réalisez ? Presque la moitié ont été fermé. **Il faut les rouvrir !**

Les réductions ont commencé en 1990
TRENTE ANS DE MANAGEMENT PUBLIC/PRIVÉ après d'autres méthodes aussi pernicieuses (Tarification à l'Activité T2A).

Nous comprenons, Messieurs du Gouvernement, qu'afin d'augmenter les profits vous avez choisi de délocaliser la production. Le besoin de main d'œuvre a, par conséquent, fortement diminué. Une classe ouvrière en bon état de santé (productive) ne vous intéresse plus, vous n'en avez plus besoin.

Messieurs du Gouvernement, un être humain n'est pas un objet !

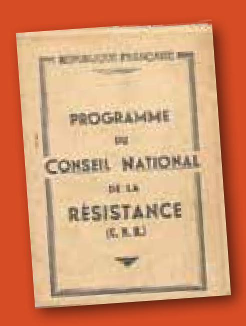
ALORS NOUS AVONS DÉCIDÉ, NOUS LE PEUPLE, DE BIEN VOUS SURVEILLER... BIEN... TRÈS BIEN...
NOUS REDISONS :

IL FAUT QUE TOUS LES HÔPITAUX AIENT TOUS LES PRODUITS NÉCESSAIRES ET TOUS LES ÉQUIPEMENTS NÉCESSAIRES

Et surtout, tout LE PERSONNEL QUALIFIÉ NÉCESSAIRE ET CORRECTEMENT RÉMUNÉRÉ

Que leur nombre soit suffisant et bien réparti.
Nous considérerons que cette mauvaise page de l'histoire sera tournée lorsque tout l'appareil sanitaire sera à jour

Mais jamais plus nous ne déléguerons autant la politique de notre pays aux seuls élus.



Nous aurions dû savoir que l'Histoire de la France se répète et que si le peuple ne surveille pas ses dirigeants ils ont vite fait de se tromper de route...

Nous voulons :

VIVRE ET TRAVAILLER
CHEZ NOUS EN FRANCE ET NOUS LE VOULONS AUSSI POUR NOS ENFANTS.

NOUS, MUTUALISTES ISSUS DE LA MUTUALITÉ OUVRIÈRE, NOUS AVONS CHOISI DE VÉRIFIER L'ACCÈS AUX SOINS POUR TOUS ET NOUS LE FERONS.

C'est notre devoir

Alors pour cela nous allons changer de cap

ET REPRENDRE LE PLAN COMPLET DE SÉCURITÉ SOCIALE CONSTRUIT PAR LE CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE EN 1945...

UN PLAN COMPLET...VOUS ENTENDEZ ?

Dès la fin de la guerre de 1939/45... le dérapage s'est effectué. Il ne s'est pas agi de la mise en place de la Sécurité sociale telle que définie par le Conseil National de la Résistance (une SÉCURITÉ SOCIALE POUR TOUS), en tout cas pas pour les employés de l'État. Ceux-ci avaient déjà une couverture comprenant sécurité sociale et mutuelle complémentaire (sans doute FNMF-venant de Napoléon III)

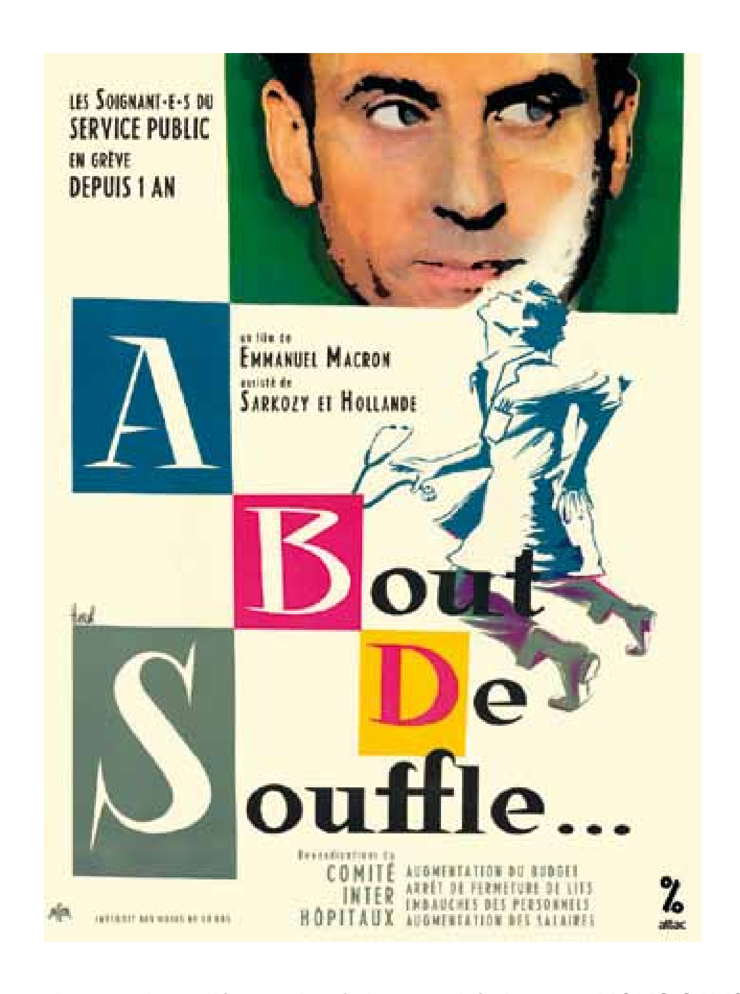
Le choix du Gouvernement en place, à ce moment-là, n'a pas été de s'adapter au nouveau dossier mais de garder l'ancien montage. C'est la Sécurité Sociale qui devra s'adapter à cette mise en place antérieure, elle versera aux Mutuelles de fonctionnaires les prestations déjà remboursées aux agents d'Etat. Mais la faille est bien là et tous les employés de l'Etat auront des décomptes de remboursement avec les deux parts : **Sécurité Sociale + mutuelle, ensemble** (de quoi mélanger les rôles et ne pas apporter de clarté sur la fonction primordiale de la Sécurité Sociale).

Plus tard dans les années 80, on assiste de fait à la fin de la vie démocratique de la sécurité sociale au point de ne pas organiser les élections du conseil d'administration de celle-ci.
Le glas a sonné ce jour-là !

Le conseil d'administration de la sécurité sociale se transforme en une organisation technocratique d'État, où seul le président du Conseil d'administration (qui est en même temps Président la République) et le directeur qu'il nomme, sont maîtres du jeu ...
A l'intérieur de ce Conseil se retrouveront toutes sortes d'organismes, dont les compagnies d'assurance...
Plus tard encore, malgré l'évolution de la mouvance dite de gauche au pouvoir, partis politiques, villes, syndicats, associations, du sommet des élus de l'État jusqu'au plus petit département... PERSONNE NE REVIENT SUR CE DÉFICIT DE DÉMOCRATIE INTERNE À LA SÉCURITÉ SOCIALE.

Notre fédération mutualiste ouvrière la FNMT deviendra FMF « La Fédération des Mutuelles de France ». Quelques Mutuelles, dont nous sommes, refuseront de le faire. Toutefois la majorité du mouvement ouvrier va accepter cette absorption.





Les années de régressions

À partir de là nous savions que tout deviendrait difficile. Les titres, l'argent sont trop tentants, et dès les années 90 rien n'a plus été clair.

Les années 90 et les suivantes... une bien mauvaise période. Les choix économiques et politiques sont terribles pour l'ensemble de la population et sur tous les terrains. Ce sont des années de reculs pour les droits sociaux des travailleurs.
Ces choix entrainent le départ d'une grosse partie des emplois et de la production hors de France. Des pans entiers D'INDUSTRIE DISPARAISSENT. Le monde ouvrier disparait peu à peu après chaque fermeture et une pauvreté dissimulée s'installe. Les écoles, les hôpitaux ferment, les gouvernements se succèdent, les mauvaises décisions aussi.

Et un jour, un virus arrive : LE CORONAVIRUS... ET l'angoisse, la peur pour la famille, les ami.e.s, sont là...

Puis les jours passent, le temps est long, la peur continue on ne comprend pas tout : mais essentiellement ce qui monte en soi, le poids de la crainte d'être soigné dans un hôpital que NOUS SAVONS être en mauvais état de fonctionnement.

Mais comment pourrait-il ne pas l'être !!

Voici près de 30 ans que nous militons avec l'Association NOTRE SANTÉ EN DANGER, avec notre mutuelle, nous manifestons à cause de la fermeture des services de chirurgie puis de la fermeture complète des services essentiels, pour ne garder que la maladie. Aujourd'hui on n'opère plus à l'hôpital de Cavaillon, Apt, Orange et certaines chirurgies ne se font plus à l'hôpital d'Avignon...



APRÈS CET ÉTAT DES LIEUX DESASTREUX COMMENT IMAGINER CE QUI SE SERAIT PASSÉ SI L'ÉPIDÉMIE AVAIT ÉTÉ VIRULENTE DANS LE VAUCLUSE ?

« Réellement tout de suite après la guerre, j'étais toute petite, mais je me rappelle des soins, des programmes de prévention dans les écoles, des vaccinations, tout s'est mis en place pour que le monde ouvrier aie droit aux lendemains qui chantent, pour que les soins soient pour tous, pour que sans argent toutes les familles puissent appeler un médecin, même dans les villages les plus éloignés pour que s'élèvent des hôpitaux de proximité accessibles à tous, des hôpitaux complets vous savez avec chirurgie, avec maternité.

Aujourd'hui, non rien ne me rassure »

AUJOURD'HUI POINT PAR POINT...

tout est détruit...



IMPOSSIBLE CETTE FOIS-CI DE SE JOUER LA COMÉDIE ET FAIRE SEMBLANT QUE TOUT VA BIEN !
NON, TOUT NE VA PAS BIEN... ET SI ON N'IMPOSE PAS DES RÈGLES VALABLES POUR TOUS, LA SITUATION NE SE REDRESSERA PAS ET POUR LONGTEMPS !

Il faut admettre que POUR DIRIGER UN VILLAGE, une VILLE, UN DÉPARTEMENT, LA FRANCE en entier Il faut des DIRIGEANTS remplis de VALEURS MORALES, SOCIALES, HUMANISTES, HUMAINES.
Ce n'est pas SEULEMENT avoir des comptes en banque mirobolants, de belles voitures, des propriétés en Bretagne ou ailleurs, des hyper COMPTES BANCAIRES. Tout cela n'est pas du tout suffisant. NON

IL FAUT, après avoir élu un Dirigeant national qui nous aura promis le BIEN ÊTRE DE TOUTE LA POPULATION QUE L'ON SURVEILLE TOUS SES ACTES. Il faut DÉFINIR ET CONTRÔLER SES OBLIGATIONS. Il faut VRAIMENT CONTRÔLER.

LA RÉALITÉ ET NON LES PAROLES et là, par exemple, en ce moment, nous savons que notre Président de la République a choisi de DONNER CE QUI NOUS RESTE D'APPAREILS SANITAIRES aux SOCIÉTÉS PRIVÉES DE LA FINANCE.
Encore plus de PART de notre secteur SANITAIRE pour qu'ils fassent plus de profits sur la maladie et qu'ils ne SOIGNENT DÉFINITIVEMENT PLUS QUE LES PLUS RICHES, c'est bien cela le sommet de leur rêve : LA SANTÉ VUE PAR LA LORGNETTE DE LA BANQUE INTERNATIONALE.

OUI, nous avons besoin de tout reconstruire parce que tout est cassé. Mais NON, NOUS REFUSONS DE CONTINUER À DILAPIDER LA SANTÉ DES FRANÇAIS

Le bien public,
le soin public,
appartiennent à tous
le capital privé ne doit pas
continuer à l'accaparer

CETTE FOIS CI,

soyons vigilants...

...attention ils continuent, ils sont entrain de vendre l'hôpital Hôtel Dieu à Paris !

PROTÉGEONS TOUT L'APPAREIL SANITAIRE, L'APPAREIL D'ÉDUCATION NATIONALE EN TOTALITÉ

IL FAUT QUE LES PRODUITS FINANCIERS RESTENT EN FRANCE, QU'ILS SERVENT À RECONSTRUIRE DE VRAIS HÔPITAUX AVEC LES SERVICES DE CHIRURGIE ET DE MATERNITÉ, NOUS EN AVONS GRAND BESOIN POUR NOUS ET SURTOUT POUR NOS ENFANTS.

Mamans, rappelez-vous votre peur du coronavirus touchant vos petits ! Ne revivez jamais une telle période. L'argent doit servir l'ensemble de la société pas seulement à faire des produits financiers pour quelques-uns.

Ensemble nous pouvons les arrêter !

Nous ne voulons surtout pas de coquilles vides, nous voulons de vrais hôpitaux avec une recherche médicale française. Arrêtons de nous laisser broyer pour le seul bénéfice d'un argent roi pour quelques-uns.



« Santé après pandémie : Une note de la Caisse des Dépôts et Consignation »

LA PHILOSOPHIE GÉNÉRALE DU PLAN



Tous les experts que nous avons interrogés – professeur de médecine, économistes, sociologue – portent sur cette note un regard similaire. S'ils relèvent ici ou là quelques avancées, ils constatent qu'elle ne tire aucun enseignement de la crise sanitaire historique que nous traversons et cherche à poursuivre et même à accélérer les processus de « privatisation » rampante et de marchandisation de la santé, qui étaient déjà à l'œuvre les années précédentes.

Il est d'ailleurs assez frappant de relever que du début à la fin, la note ne cesse de mentionner « le secteur privé », pour une cascade de raisons, comme s'il était un acteur majeur pour l'hôpital, dont le statut public est ainsi quasiment dissous. Cette référence au privé apparaît évidemment dans les fameux partenariats public-privé ; pour le développement de la « santé numérique », il est aussi fait mention du rôle de 700 Start up privées.

Dans une note en bas de page, il est aussi fait l'éloge de nombreux assureurs privés qui soutiennent l'« Alliance digitale pour le Covid-19 », laquelle est « composée de Docaposte, la start-up lilloise Kelindi, l'agence Dernier cri, Allianz France et le cabinet d'avocats De Gaulle Fleurance & associés ».

Et la note ajoute : « Le consortium est soutenu par AG2R La Mondiale, AstraZeneca, CompuGroup Medical, Johnson & Johnson, La Banque postale assurances, Malakoff Humanis, la plateforme de téléconsultation MesDocteurs et le groupe VYV.

16 MARS 2020, LE GOUVERNEMENT ANNONCE LE CONFINEMENT...

Les soins à domicile

Les patients du service et l'équipe qui compose le SSIAD, sont dans un premier temps inquiets de la situation. Beaucoup de questions des deux côtés :

Les patients : *« Va-t-on venir s'occuper de moi ? », « Le personnel ne va-t-il pas faire rentrer chez moi ce virus... ? », « Vais-je pouvoir voir mes enfants ? »...*

Le personnel : *« Comment va-t-on prendre en charge les patients sans risque pour eux et pour nous ? », « Comment faire garder mes enfants qui n'auront plus école ? ».....*

Une période délicate se profile. En deux jours, le SSIAD est totalement réorganisé.

- Les patients les plus dépendants bénéficieront toujours de passages journaliers, quelques-uns, moins dépendants n'auront plus qu'un passage tous les deux jours. Deux familles proposent de prendre en charge leurs parents chez eux durant la période de confinement, sachant qu'ils ne pourront pas rester seuls sans visite.
- Les tournées sont affectées aux mêmes Aide-Soignante dans un but de traçabilité.

Le but est de préserver les passages du SSIAD tout en limitant les visites : Ne pas faire rentrer le virus ! Ne pas voir beaucoup de personnes différentes.

- Les Aides-Soignantes sont là, les époux sont en télétravail ou en chômage partiel leur permettant de garder les enfants à la maison. Une grande chance, l'équipe est au complet. Elle est, soudée, et très impliquée : « C'est notre travail, on est là pour eux quand tout va bien, nous serons là aussi dans ce moment plus difficile ».



Reste une question primordiale : « Comment protéger les patients, le personnel et leur famille ? »

La Direction redouble d'effort, pour trouver le gel hydro-alcoolique, les sur-blouses, les gants et des masques. Elle y arrive !

Ah les masques !! On finit dans un premier temps par en obtenir grâce aux centres dentaires des Mutuelles de Vaucluse, solidaires avec les SSIAD pour aider ; aider à les protéger et à protéger les patients. Grand merci à eux.

Cela fait maintenant six semaines que nous sommes confinés.

Aucun cas avéré chez les patients, et aucun symptôme à ce jour, mais beaucoup de stress, d'inquiétude pour leurs enfants. Le plus difficile est de ne pas les voir, les toucher, les embrasser.

Les voir surtout, une dernière fois.....Au cas où ce virus vienne nous amener loin d'eux.

Alors parfois ils dépriment un peu, quelques larmes, et puis arrive, l'Aide-Soignante pour donner un peu de réconfort, un peu de chaleur humaine, plus proche dans ce moment où nous devons tous nous tenir à un mètre de distance. Elle prend le temps, elle écoute, elle rassure.

Ces derniers jours, le gouvernement a annoncé que les familles pourront rendre visite à leurs parents.

On voit le bout du tunnel ! Et même si il nous faut encore attendre un peu pour les embrasser, nous pourrons leur sourire, leur raconter notre attente et surtout leur dire combien on les aime.

L'équipe quant à elle, est surtout fatiguée mentalement. Combien il est difficile de rassurer, quand nous même avons nos doutes, pour nos enfants, nos proches, nos collègues.

Mais elle est là, positive, « calculant » chaque geste pour se protéger et protéger les autres.

On parle ensemble au retour des tournées, on partage, on évacue nos angoisses, on se soutien, on est fière aussi du travail accompli, et fière de notre profession. On l'a choisie, on ne lâche rien, et bientôt ce ne sera qu'un souvenir qui nous aura permis de grandir.

Toutefois, il est toujours là ce sacré virus, alors on continu à se protéger, à respecter les gestes barrière, et bientôt, nous pourrons tous en parler au passé.



IL ETAIT UNE FOIS... LE PARTAGE DE LA VIE, OU LES UNS, LES AUTRES, DES MAINS TENDUES, DES HISTOIRES VRAIES, DES EXPERIENCES VECUES

C'est Soli !

Solidairement votre, complète le SSIAD en apportant les aides ménagères qui s'occupent de l'environnement de la personne en perte d'autonomie, elle va effectuer du ménage, aider à la préparation du repas, faire ou aider à faire les courses, accompagner la personne dans sa promenade...

Nous animons ce dispositif depuis 1988 , il fonctionne sous la forme prestataire c'est-à-dire qu'il est référencé et que nous pouvons monter des dossiers qui apportent des aides financières.

Nous fonctionnons essentiellement sur Avignon, Sorgues, Cavaillon et leurs environs, le limitrophe du Gard et des Bouches-du-Rhône

N'HÉSITEZ PAS À NOUS APPELER, C'EST NOTRE RESPONSABLE DU SERVICE, POUR QUI LE MOT HUMANISTE A TOUT SON SENS, QUI VOUS RÉPONDRA, SON PRÉNOM EST ANTOINETTE OU SON AIDE.

Solidairement votre, 04 90 82 74 09

NOUS REPRENONS ÉGALEMENT EN PARTIE UNE NOTE ADRESSÉE À SES COLLÈGUES DE L'HÔPITAL LA PITIÉ-LA SALPÊTRIÈRE

PAR LE PROFESSEUR ANDRÉ GRIMALDI



…certes pour garder la confiance des citoyens il faut aussi être capable de reconnaitre ses fautes : traiter l'hôpital public comme une entreprise commerciale devant se projeter sur le marché mondial de la santé, c'était une faute à vrai dire largement partagée depuis plus de 10 ans par les décideurs de tous bords politiques.

…Pendant ce temps avoir supprimé les stocks de masques constitué en 2007 c'était une faute
Avoir accepté depuis des années les ruptures régulières de disponibilité des médicaments indispensables : anti cancéreux, antibiotiques, cortancyl et avoir refusé de relocaliser en Europe la production des principes actifs de nombreux médicaments c'était une faute qui va se payer demain en drame dans les services de réanimation
Pour sortir progressivement du confinement il faudra des tests en masse et maintenir les gestes barrières dont font partie les masques.

…de la grande crise peut sortir le meilleur mais poussent aussi parfois les ronces… mais il y a aussi des fleurs vénéneuses, comme le rapport de la Caisse des Dépôts révélé par Médiapart : La reprise totale de la dette des hôpitaux en échange du retour de la solution « p, p, p » « Passé par Perte et Profit », le secteur Privé absorbant les Pertes des Hôpitaux Publics »
Surtout une grande fusion/confusion Public/Privé… toutes celles et tous ceux qui pensent que la santé devrait échapper aux lois du marché… d'où qu'ils viennent devraient se rassembler sans sectarisme autour d'un programme précis de reconstruction du Service Public et notamment du Service Santé. Il faut revenir sur l'abrogation de la Loi Veil de 1984 et sanctuariser les recettes de la Sécurité Sociale qui ne peuvent pas fusionner avec l'impôt sur les revenus



Il faut, il faut… Il faut que les services publics qui font la république, soient inscrits dans la Constitution.

- **Il faut revoir l'ONDAM** à partir des charges et des besoins mais pas partir des charges et des besoins de l'Etat
- **Il faut remplacer la concurrence entre hôpitaux publics et Établissements privés** par la complémentarité dans le cadre d'une planification sanitaire
- **Il faut un accord entre Entreprises à but non lucratif nationales ou européennes** pour la production de médicaments et de dispositifs indispensables.
- **Il faut imposer aux Industriels privés de la santé** la transparence totale de leurs couts.
- **Il faut développer et étendre la démocratie sanitaire** et revoir son articulation avec la démocratie sociale et politique.
- **Il faut que les modes de financement des établissements et de rémunérations des professionnels favorisent l'application de la règle du juste soin** pour le patient au moindre coût pour la collectivité
- **Il faut que les salaires des hospitaliers rejoignent le niveau moyen de vie des pays de l'OCDE.** Il faut une gouvernance hospitalière intégrant les soignants et les usagers.





Plusieurs changements depuis 2020 affectent notre vie.

Complémentaire santé solidaire

Fonds de la Complémentaire santé solidaire

Ce nouveau dispositif remplace la CMU (Complémentaire Maladie Universelle) et l'ACS (Aide à la Complémentaire Santé).

Le gouvernement l'a appelé Complémentaire Santé Solidaire.

Il existe deux formes de C2S. Une gratuite et une payante (le montant de la cotisation étant fixé par la loi).

Les prestations dans les deux cas sont identiques. Il s'agit d'aider les personnes en difficulté en fonction de leurs revenus.

Les organismes qui gèrent la complémentaire santé (Mutuelles, Assurances, Prévoyances) peuvent choisir d'en prendre la gestion en charge ou non. Lors de son Assemblée Générale en juin 2019 la MPV a voté d'entrer dans le dispositif de gestion de la C2S.

Il n'y a que deux Mutuelles dont le siège est dans le Vaucluse qui prennent en charge les bénéficiaires de ces aides.

En avril la MPV couvre 465 bénéficiaires des aides.

Si vous vous posez des questions concernant ce dispositif, n'hésitez à nous appeler.

Reste à charge zéro RAC 0 **MAIS ATTENTION !**

Celui-ci est rentré en application pour certaines prothèses dentaires et pour l'optique en janvier 2020.

Rappel: il s'agit d'appareillage dont le prix de vente est limité et que la mutuelle doit rembourser en totalité dans l'objectif que les patients puissent se soigner sans dépense.

> « Seule la Sécurité Sociale est vraiment Solidaire : tout le monde cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins. »

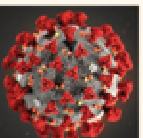
Nous constatons, à ce jour, que le RAC 0 est peu utilisé en optique. En dentaire par contre de nombreux adhérents y ont recours.

Nous observons une augmentation importante des remboursements de prothèses dentaires (plus ou moins 70%). En 2021, d'autres prothèses dentaires rentreront dans le dispositif. En apparence, il est généreux de permettre aux patients d'accéder à des soins. Mais attention ! Ce n'est pas la sécurité sociale qui prend ces soins en charge mais la mutuelle; Il s'agit d'un transfert de la sécurité sociale vers les assurances.

Le Corona Virus ou Covid 19

Nous n'allons pas vous faire un cours de médecine, ni de prévention contre le Covid 19. Nous souhaitons juste vous informer de ses conséquences sur la mutuelle.

Pendant la période de confinement nous avons continué à faire fonctionner la mutuelle. La diminution des demandes de remboursement et la fermeture des accueils nous ont permis, malgré l'absence d'une partie des salariés de vous répondre au téléphone, de faire les encaissements et les remboursements. Nous avons dû reporter les réunions de sections. Celles-ci se feront en septembre. Nous avons aussi reporté l'Assemblée générale qui se tiendra fin septembre et les réunions du Conseil d'Administration.


Quelle est cette drôle de boule ?

Les accueils d'Apt, Avignon, Cavaillon et Sorgues seront accessibles à partir du 18 mai. La permanence de Chateaurenard n'ouvrira pas avant septembre.

www.policat.org/p/8915

Les 16 organisations à l'initiative de cette pétition :

- **Action Non-Violente COP 21**
- **Alternatiba**
- **Attac France**
- **CCFD Terre Solidaire**
- **Confédération paysanne**
- **CGT**
- **Convergence nationale des Services Publics**
- **Fédération syndicale unitaire (FSU)**
- **Fondation Copernic**
- **Greenpeace France**
- **les Amis de la Terre France**
- **Oxfam France**
- **Reclaim Finance**
- **Unef**
- **Union syndicale Solidaires**
- **350.org**

Depuis la publication, les organisations suivantes signent aussi la pétition :

- **Action Aid France**
- **Droit au logement**
- **Femmes Égalité**
- **Fidl**
- **i-buycott**
- **Il est encore temps**
- **Le mouvement**
- **MAN**
- **MNL**
- **Notre affaire à tous**
- **Partager c'est sympa**
- **Syndicat des Avocats de France**
- **Syndicat de la Magistrature**
- **UNL**
- **Utopia**
- **La Mutuelle des Pays de Vaucluse**
- **Union des Mutuelles de Vaucluse**

NOUS, LES ADMINISTRATEURS DES DEUX ORGANISMES QUI GÉRONS LA MUTUELLE DES PAYS DE VAUCLUSE ET L'UNION DES MUTUELLES DE VAUCLUSE

SOMMES D'ACCORD POUR LANCER AUPRÈS DE NOS ADHÉRENTS ET PERSONNES SOIGNÉES OU PROCHES UNE PÉTITION POUR

« PLUS JAMAIS ÇA, PRÉPARONS LE JOUR D'APRÈS »

Face à l'urgence sanitaire, des mesures de rupture sont nécessaires. A la suite de la tribune « Plus jamais ça, préparons le jour d'après », les signataires de cette pétition demandent au gouvernement de prendre immédiatement 4 mesures :

1 • L'arrêt immédiat des activités non indispensables pour faire face à l'épidémie.
2 • Les réquisitions des établissements médicaux privés et des entreprises afin de produire dans l'urgence masques, respirateurs et tout le matériel nécessaire pour sauver des vies.
3 • La suspension immédiate du versement par les entreprises de dividendes, rachats d'actions et bonus aux PDG.
4 • La décision de ne pas utiliser les 750 milliards d'euros de la BCE pour alimenter les marchés financiers mais uniquement pour financer les besoins sociaux et écologiques des populations.

Il ne s'agit pas ensuite de relancer une économie profondément insoutenable écologiquement et socialement ! Nous demandons que s'engagent sans plus attendre des politiques publiques de long terme pour ne plus jamais revivre ça :

1 • Un plan de développement de tous les services publics
2 • Une fiscalité bien plus juste et redistributive, un impôt sur les grandes fortunes, une taxe sur les transactions financières et une véritable lutte contre l'évasion fiscale.
3 • Un plan de réorientation et de relocalisation solidaire de l'agriculture, de l'industrie et des services, pour les rendre plus justes socialement, en mesure de satisfaire les besoins essentiels des populations, de répondre à la crise écologique.

Mobilisons-nous dès maintenant et donnons-nous rendez-vous le «jour d'après» pour réinvestir les lieux publics pour reconstruire ensemble un futur, écologique, social et démocratique, en rupture avec les politiques menées.

NOM : .... Signature :

Prénom : ....

Ville : ....

Je signe la pétition ci-jointe et l'envoie à :
Mutuelle des Pays de Vaucluse, 16 rue Alexandre Blanc 84000 AVIGNON
ou
Je signe la pétition sur le site https://www.policat.org/p/8915